



## LES ÉCHOS DU CE

SEPTEMBRE 2017

**Présents pour la CGT :** Gaëlle ARZUR (Brest), Alexandra BOULAY-DUPE (Nantes), Karine CEVAER (Rennes), Vincent FLOUR (Vanves), Catherine GAUBERTI (Caen), Sophie GOUBIL (Nantes), Jean-Hervé GUILCHER (Brest), Hervé GUILLERMIC (Vanves), Fernando MALVERDE (Vanves), Sylvain TOCCO (Rouen).

**Représentante syndicale :** Fabienne LABIGNE (Nantes).

### ✓ LES ELUS QUITTENT LA SEANCE

---

Le CE s'est déroulé sur fond de préavis de grève à France 3 Bretagne, autour de la suppression annoncée de l'édition locale Iroise (Brest et Quimper).

La direction confirme que toutes les locales de France 3 vont disparaître d'ici la fin 2018. En langage managérial, cela donne : « nous ne parlons pas de fermeture mais d'évolution des offres », mais Olivier Godard confirme que toutes les locales sont concernées.

Et d'ajouter sans sourciller que « l'information de proximité et d'hyper-proximité est consubstantielle à France 3, ce serait suicidaire de l'abandonner ». Patrice Schumacher abonde en affirmant : « Nous on dit que l'info de proximité à France 3 n'est pas morte, au contraire, mais elle a besoin de se renouveler ».

Selon le nouveau directeur (national) des antennes régionales, « les locales telles qu'elles existaient depuis 20 ans doivent être remises en question. C'est une proposition éditoriale qui était pertinente il y a 20 ans, mais qui ne l'est plus ». M. Schumacher met en avant l'évolution des modes de consommation pour prôner le traitement de l'information de proximité sur internet.

Quand on voit la stratégie du réseau en la matière, avec une politique superficielle du nombre de « posts » publiés chaque jour sur facebook, on doute que le citoyen y gagne en termes de couverture de l'actualité et d'information de fond. France 3 ne s'oriente

pas vers la quête du sens et manque ainsi à sa mission de service public qui est de d'aider à comprendre le monde et d'expliquer.

Lors d'une première interruption du CE, les élus ont participé à l'assemblée générale qui se déroulait à Rennes et qui rassemblait une grande diversité de salariés.

Les grévistes ont ensuite fait irruption dans la réunion de CE.

Plutôt que d'accepter de débattre avec les salariés, le président de la séance, Olivier Godard a suspendu la réunion et la direction est sortie.

A son retour, constatant que la direction persistait dans son refus de dialoguer avec les salariés, les élus ont lu une ➔ **déclaration unanime** et quitté la salle.

### ✓ COMMISSION NOUVELLES TECHNOLOGIES

---

Avant les suspensions de séance, les élus ont élu à l'unanimité Sylvain TOCCO, technicien vidéo à Rouen, à la présidence de la commission des nouvelles technologies du CE. Il succède à Lionel BOUHNİK, OPS à Vanves, qui a été muté au siège.

### ✓ A VENIR

---

➔ **Prochain CE** : 24 octobre.

➔ **Prochain CCE** : 27 et 28 septembre.

➔ **Vos élus CGT se tiennent à votre disposition**



## Déclaration des élus du pôle Nord-Ouest

L'annonce de la suppression de l'édition d'Iroise, la plus grande et l'une des plus emblématiques locales de France, a sidéré les élus et les salariés.

Elle s'inscrit dans une politique de réductions d'effectifs et d'économies qui touche ou touchera tous les secteurs de l'entreprise.

- Les locales. Au nom de cette politique, France 3 Berry, France 3 Touraine et TV Estuaire ont déjà disparu ; France 3 Maine vit ses dernières éditions ; les plus vives inquiétudes planent désormais sur l'avenir de France 3 Baie de Seine.

- Vanves. L'indépendance et l'avenir de la station de France 3 Paris-Ile-de-France, ainsi que la pérennité de l'emploi, sont clairement remis en question, avec l'annonce d'un déménagement au siège de France Télévisions.

- Services administratifs. La direction profite de la mutation numérique pour supprimer des emplois.

- Moyens internes de fabrication. Un grand nombre de sites régionaux pourraient disparaître, y compris celui de Rennes, alors que l'Etat pousse à une restructuration d'ampleur.

Déjà les régions de France 3 sont exsangues, faute de moyens humains et financiers. La chaîne de la proximité vit un appauvrissement éditorial au fur et à mesure que son offre de proximité se rétrécit.

Ce mouvement de déclin serait dramatiquement aggravé, si le gouvernement persiste à vouloir réduire de 50 M€ le budget de France Télévisions pour 2018. Une saignée historique qui équivaldrait à la suppression de près de 700 postes, en plus des 500 déjà prévus et porterait un coup durable à tout avenir pour la télévision publique.

Cette nouvelle attaque contre les locales n'est qu'un nouveau symptôme d'un mouvement de fond qui n'épargnera personne dans le réseau régional et dans l'entreprise.

Si le gouvernement maintient son projet funeste, c'est un démantèlement de la télévision publique qui s'annonce, au profit des groupes privés.

En protestation contre cette grave attaque de l'actionnaire public contre ce bien commun, et en marque de solidarité avec les salariés de France 3 Bretagne grévistes ce jour, les élus suspendent le CE.

**Adopté à l'unanimité. CFDT, CGT, FO, SNJ et SUD s'associent.**

Rennes, le 22 septembre 2017